

DROIT INSTITUTIONNEL DE L'UNION EUROPEENNE

Séance 2 - Les compétences de l'Union européenne

Introduction	2
I. La répartition des compétences en droit l'Union européenne	2
A) La nature des compétences de l'Union européenne.....	2
1) Des compétences d'attribution.....	2
2) Des compétences évolutives	3
B) La classification des compétences de l'Union et des États membres	3
1) Les compétences exclusives de l'Union européenne.....	4
2) Les compétences partagées entre l'Union européenne et les États membres	4
3) Les compétences d'appui complémentaires de l'Union européenne.....	5
II. L'exercice des compétences.....	6
A) Les principes de subsidiarité et de proportionnalité	6
1) Le principe de subsidiarité.....	6
2) Le principe de proportionnalité.....	7
B) Les coopérations renforcées.....	7

Introduction

Les compétences de l'UE sont définies aux **articles 5 du TUE** et **4 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne** (ci-après « **TFUE** ») qui renferment les principales règles de classification, de répartition et d'exercice des compétences.

I. La répartition des compétences en droit l'Union européenne

A) La nature des compétences de l'Union européenne

1) Des compétences d'attribution

Le **Traité de Lisbonne**, entré en vigueur le **1^{er} décembre 2009**, pose un principe d'interprétation stricte des compétences de l'Union européenne.

En effet, il résulte des dispositions de l'**article 5 § 2 TUE** qu'« en vertu du principe d'attribution, l'Union n'agit que dans les limites des compétences que les États membres lui ont attribuées dans les traités pour atteindre les objectifs que ces traités établissent ».

L'**article 4 § 1 TUE** ajoute que, « [...] toute compétence non attribuée à l'Union dans les traités appartient aux États membres ».

Dans le même sens, l'**article 3 § 6 TUE** dispose que « L'Union poursuit ses objectifs par des moyens appropriés, en fonction des compétences qui lui sont attribuées dans les traités ».



À retenir : En outre, la compétence générale appartient aux États membres, le transfert des compétences à l'Union européenne n'étant que l'exception.

2) Des compétences évolutives

Les domaines de compétences de l'UE peuvent être modifiés par révision des traités.

En effet, l'**article 48 § 2 TUE** énonce que les projets de révision des traités peuvent « tendre à accroître ou à réduire les compétences attribuées à l'Union dans les traités. »

L'**article 48 TUE** distingue deux procédures de révision des traités :

- Une procédure de révision **ordinaire** des traités : celle-ci peut permettre d'**accroître** ou de **réduire** les compétences de l'Union européenne ;
- Une procédure **simplifiée** de révision des traités : celle-ci peut seulement **réduire** les compétences de l'Union européenne.

B) La classification des compétences de l'Union et des États membres

Le **Traité de Lisbonne** a mis en place une catégorisation des compétences de l'Union et des États.

Il y a lieu de distinguer entre :

- Les compétences exclusives ;
- Les compétences partagées ;
- Les compétences complémentaires ;
- Les compétences réservées.

La distinction entre compétences exclusives et partagées n'est pas nouvelle. Les rédacteurs du **Traité de Lisbonne** ont en effet pris soin de codifier la distinction

dégagée par la jurisprudence de la Cour de justice (**CJCE, 11 nov. 1975, avis n° 1/75 ; 16 févr. 1978, aff. 61/77, Commission c/Irlande**).

1) Les compétences exclusives de l'Union européenne



Définition : Les compétences exclusives sont celles qui appartiennent exclusivement à l'Union européenne et pour lesquelles les États membres ne peuvent en principe pas intervenir.

En ce sens, l'**article 2 TFUE**, dispose que « lorsque les traités attribuent à l'Union une compétence exclusive dans un domaine déterminé, seule l'Union peut légiférer et adopter des actes juridiquement contraignants, les États membres ne pouvant le faire par eux-mêmes que s'ils sont habilités par l'Union, ou pour mettre en œuvre les actes de l'Union ».

L'**article 3 TFUE** dresse une **énumération exhaustive** des compétences exclusives : l'union douanière, la politique de concurrence, la politique monétaire, la conservation des ressources maritimes, la politique commerciale commune et la conclusion des accords internationaux.

À titre d'exemple, l'Union douanière implique l'existence d'une compétence exclusive au profit du législateur de l'Union en matière de fixation du tarif douanier commun.

Dans ces domaines, les États membres ne seront compétents que s'ils sont expressément autorisés à agir par l'Union européenne.

2) Les compétences partagées entre l'Union européenne et les États membres



Définition : Les compétences partagées sont celles pour lesquelles l'Union européenne et les États membres peuvent intervenir.

Selon l'**article 2 TFUE** : « lorsque les traités attribuent à l'Union une compétence partagée avec les États membres dans un domaine déterminé, l'Union et les États

membres peuvent légiférer et adopter des actes juridiquement contraignants dans ce domaine. Les États membres exercent leur compétence dans la mesure où l'Union n'a pas exercé la sienne. Les États membres exercent à nouveau leur compétence dans la mesure où l'Union a décidé de cesser d'exercer la sienne ».

L'**article 4 § 2 TFUE** dresse une liste **non exhaustive** des principaux domaines de compétences partagées.



Exemple : Le marché intérieur ; la politique sociale ; la cohésion économique, sociale et territoriale ; l'agriculture et la pêche, à l'exclusion de la conservation des ressources biologiques de la mer ; l'environnement ; la protection des consommateurs ; les transports ; les réseaux transeuropéens ; l'énergie ; l'espace de liberté, de sécurité et de justice ; les enjeux communs de sécurité en matière de santé publique.

L'Union européenne pourra agir dans ces domaines à condition de respecter le principe de subsidiarité (cf. II. A. 1.).

3) Les compétences d'appui complémentaires de l'Union européenne

Les compétences d'appui ou complémentaires sont mentionnées à l'**article 6 du TFUE** qui contient les principaux domaines d'appui dans lesquels l'Union, coordonne, complète ou appuie l'action des États membres, sans pour autant remplacer la compétence qu'ils détiennent.

Ces domaines sont les suivants : la santé ; l'industrie ; la culture ; le tourisme ; l'éducation, la formation professionnelle, la jeunesse et le sport ; la protection civile ; la coopération administrative.

On peut également citer au titre des compétences complémentaires, celles en matière de politique extérieure et de sécurité commune (**PESC**), prévue par l'**article 2 § 4 TFUE**, ou encore la coordination des politiques économiques de l'emploi.

II. L'exercice des compétences

A) Les principes de subsidiarité et de proportionnalité

L'exercice des compétences susvisées est encadré par des principes propres à l'ordre juridique de l'Union européenne : il s'agit des principes de subsidiarité et de proportionnalité.

Le **Traité de Lisbonne** fait clairement référence à ces principes qui figurent à l'**article 5 TUE** en vertu duquel : « [...] Les principes de subsidiarité et de proportionnalité régissent l'exercice de ces compétences ».

1) Le principe de subsidiarité



À retenir : Le principe de subsidiarité a pour finalité de préserver à la fois les compétences des États et des entités fédérées. Ce principe repose sur l'idée que les compétences doivent être exercées au niveau le plus proche des sujets de droit.

Ainsi, il ressort des dispositions de l'**article 5 § 3 TUE** qu'« En vertu du principe de subsidiarité, dans les domaines qui ne relèvent pas de sa compétence exclusive, l'Union intervient seulement si, et dans la mesure où, les objectifs de l'action envisagée ne peuvent être réalisés de manière suffisante par les États membres, tant au niveau central qu'au niveau régional et local, mais peuvent l'être mieux, en raison des dimensions ou des effets de l'action envisagée, au niveau de l'Union ».

Il résulte de cet article que le principe de subsidiarité ne s'applique qu'aux compétences partagées et non aux compétences exclusives.

Le respect du principe de subsidiarité est soumis à un double contrôle :

- Un **contrôle politique a priori** exercé par les parlements nationaux (**Const. 4 oct. 1958, art. 88-4 de la Constitution**). Les institutions de l'UE doivent systématiquement transmettre les projets d'acte aux parlements nationaux,

qui peuvent émettre des avis adressés à la Commission européenne sur la conformité du projet au principe de subsidiarité.

- Un **contrôle juridictionnel a posteriori** exercé par la Cour de justice de l'Union européenne sur saisine de l'État (**article 88-5 de la Constitution**).

2) Le principe de proportionnalité

Le principe de proportionnalité figure aux **articles 5 § 1** et **4 TUE** aux termes desquels : « *le contenu et la forme de l'action de l'Union n'excèdent pas ce qui est nécessaire pour atteindre les objectifs des traités* ».

Ainsi, la réglementation de l'Union européenne doit apparaître comme étant nécessaire et proportionnée à l'objectif poursuivi.

Autrement dit, l'Union dispose d'une liberté de choix entre différentes façons d'agir aussi efficaces les unes des autres. Ainsi, les institutions de l'Union doivent opter pour la solution qui laisse **la plus grande marge de liberté possible aux États membres**, aux individus et aux entreprises.

Là encore, un contrôle est opéré par la CJUE. Toutefois, ce contrôle doit être qualifié de **restreint**, un large pouvoir d'appréciation étant à cet égard laissé au législateur européen.

D'un point de vue temporel, l'examen de la proportionnalité a lieu postérieurement à celui de la subsidiarité.

B) Les coopérations renforcées

Enfin, il convient d'évoquer les coopérations renforcées, qui désignent l'exercice des compétences de l'Union par un nombre limité d'États membres et sous certaines conditions.

Quant aux conditions de fond

Depuis l'entrée en vigueur du **Traité de Lisbonne** le **1^{er} décembre 2009**, la possibilité d'organiser des coopérations renforcées a été étendue à l'ensemble de l'action de l'Union, à l'exception du domaine relevant des compétences exclusives de l'Union (**article 20 TUE**) et à la condition qu'au moins neuf États membres (et non plus huit) y prennent part (quel que soit par ailleurs le nombre total d'États membres).

Sur le plan formel

L'autorisation de lancer la coopération renforcée est accordée par le Conseil statuant à la majorité qualifiée, sur proposition de la Commission et après approbation du Parlement (qui dispose donc d'un droit de veto, **art. 329 § 1 TFUE**). De même, elle ne peut être mise en place qu'en dernier ressort, c'est-à-dire après que le Conseil a constaté l'impossibilité d'une telle initiative dans le cadre normal.

Enfin, il y a lieu de préciser que le **Traité de Lisbonne** crée par ailleurs des types dérogatoires de coopération renforcée en matière de politique extérieure et de sécurité commune (**PESC**), dans le domaine de la justice et des affaires intérieures et enfin sur le plan de la politique de sécurité et de défense commune.